

Consultation publique de la CRE relative à la création d'une place de marché gaz unique en France en 2018 : réponse d'Ecogaz

Question 1 : pas de commentaire

Question 2 : pas de commentaire

Question 3 : pas de commentaire

Question 4 : Oui

Question 5 : Non, il serait en effet préjudiciable de se départir des mécanismes de marché mis en place à l'échelle européenne : si chaque pays prend des dispositions opportunes induisant des mélanges et des confusions entre les rôles de GRT et de fournisseur et sapant les principes fondateurs du projet d'ouverture du marché à la concurrence, alors l'évolution de ce marché sera largement sous-optimale et n'offrira pas à ses intervenants les niveaux requis de visibilité et de sécurité juridique.

Question 6 : Aucune des idées avancées n'est préférable à l'action du marché qui permettra d'obtenir le gaz au meilleur coût pour la collectivité, en particulier grâce au « tampon » que constitue le stockage ; les dispositions déjà prises (capacités gazo-intensifs et reversement du produit des enchères aux consommateurs de la zone sud) permettront d'atténuer très nettement l'impact économique de la hausse du spread nord-sud sur les consommateurs industriels à compter du 1^{er} octobre 2014. NB : 1) Un GRT n'achètera pas efficacement du GNL car ce n'est pas son métier et parce qu'il ne supporte pas lui-même le coût de ses achats. 2) Le GRT est soumis à des contraintes d'équilibrage de très court terme impossibles à anticiper dans des délais compatibles avec des achats de GNL ; la solution passe donc par le stockage... et par le marché car si le prix le justifie du GNL sera importé pour remplacer les molécules soutirées. 3) Le GRT revendrait sur le marché un gaz subventionné par la collectivité or ce n'est pas son rôle. 4) Toute obligation de flux d'entrée à Fos est sous-optimale par rapport au laisser-faire puisque ce gaz cher sera importé même lorsqu'il n'est pas nécessaire ; alors que le marché garantit que ces importations coûteuses soient limitées au strict nécessaire.

Question 7 : Non, pour les mêmes raisons que celles évoquées au point précédent (préjudice causé au marché, mélange des genres, sous-optimalité économique) ; une amélioration serait l'élévation du taux d'utilisation de la capacité Nord-Sud.

Question 8 : Les scénarios de flux utilisés par le transporteur incluent des hypothèses d'émission depuis les terminaux de GNL or celles-ci ne se vérifient pas toujours, un impact sur les capacités interruptibles est donc logique. Les mesures proposées visent à contraindre le marché, or il faut précisément que les mécanismes de marché jouent pour rééquilibrer les flux : si une capacité interruptible est interrompue, celui qui comptait dessus pour avoir du gaz au sud doit acheter son gaz au sud même si il y est plus cher, le prix monte et c'est ainsi que de nouveaux flux de rééquilibrage sont incités en entrée depuis les stockages, l'Espagne ou Fos.

Question 9 : oui pour les investissements de réseau et au plus vite, **non** pour le reste

Question 10 : faciliter la réalisation des investissements de fluidité et le bon fonctionnement du marché, en particulier en laissant émerger les **signaux de prix**